

ALLOCUTION
DE JEAN-LOUIS ROY

CONFÉRENCE

*LA NOUVELLE AFRIQUE:
PROPOSER LES BASES D'UN NOUVEAU PARTENARIAT CANADA-AFRIQUE*

OTTAWA, CANADA

VENDREDI, LE 2 OCTOBRE 2009

Monsieur le président,
Chers collègues,
Chers amis,

L'Afrique nous occupera ces prochains jours. Au lendemain de notre conférence, le Forum Africa 2009 se réunira à Montréal les 5, 6, et 7 octobre avec, comme invité principal monsieur Alpha Oumar Konaré, ancien président du Mali et ancien président de la Commission de l'Union africaine et selon la tradition du Forum, la présence des représentants de toutes les grandes institutions et organisations du continent. La réponse reçue des invités canadiens et québécois illustre **l'intérêt croissant que suscite l'Afrique au Canada.**

Je suis heureux de l'occasion qui nous est offerte de débattre de la politique étrangère canadienne et notamment dans sa relation au continent africain.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU CANADA

Deux séries de causes expliquent l'état incertain de la politique étrangère de la fédération canadienne aujourd'hui.

Au plan interne

Nul ne peut dire avec certitude si la formule historique d'alternance entre deux partis politiques pancanadiens est épuisée. Nul ne peut dire ce que donnerait, à long terme, un système constitué de quatre partis régionaux dont aucun ne peut rassembler une majorité de gouvernement : politiques négociées à la pièce, programme convenu entre des partis formant des coalitions, instabilité chronique?

Amorcée, cette fragmentation du pays fait déjà apparaître des lectures différenciées de l'état du monde, de la nature et de la signification de ses mutations actuelles et, en conséquence, des intérêts et de la place du Canada dans la communauté internationale.

Quelle sera la source de notre politique étrangère dans les prochaines décennies?

Viendra-t-elle de la réflexion et des propositions de Canadiens réunis par un grand parti politique fédéral ou de négociations entre des partis régionaux, expression d'une nouvelle fragmentation du pays?

L'état incertain de notre politique étrangère, le malaise ressenti au pays et dans le monde à son sujet tiennent sans doute de la nature radicale de certaines orientations prises par le gouvernement actuel, de certaines ruptures qui incluent et dépassent notre relation avec le continent africain. Ils tiennent aussi de ces visions contrastées du monde et de la place du Canada dans le monde qui se développent sans que la consultation et la concertation les

rendent convergentes. Notre conférence renoue avec un mode de délibération qui fait cruellement défaut aujourd'hui.

Au plan externe

L'état incertain de notre politique étrangère aujourd'hui dépend également des mutations qui bouleversent les relations internationales, les institutions assurant la gouvernance globale et affectent et affecteront le régime des normes fondant le droit international public.

Ces mutations vous sont connues :

- déplacements des capacités financières, économiques, commerciales, scientifiques et technologiques qui ont structuré les relations internationales depuis quatre siècles et notamment depuis le siècle dernier;
- mise en cause du système financier international, y compris du FMI, et des monnaies de référence dominant depuis la Seconde Guerre mondiale;
- industrialisation de la majorité du monde, de l'Inde, de la Chine, du Brésil, du Mexique, mettant à mal les positions historiques acquises des pays de la zone atlantique et du Japon et, en conséquence, celles de leurs appareils industriels et de leurs forces de travail;
- mutation des capacités militaires et des structures de sécurité hier encore les mieux assurées;
- fragilisation des normes internationales y compris des valeurs démocratiques et du droit international des droits de la personne mises en causes par de grandes puissances et des coalitions d'États;
- exigences environnementales qui sollicitent l'humanité avec urgence.

Ces enjeux et défis ne sont pas propres au Canada. Ils sollicitent tous les pays du monde.

Mes amis, ce monde ne ressemble en rien à ce qu'il était en 1990 et toutes les certitudes et assurances que certains tiraient alors de l'effondrement de l'Union soviétique sont aujourd'hui obsolètes. Tout est devenu plus complexe et, d'une certaine manière tout est devenu plus réel dans ce monde inclusif où la croissance, la richesse et la puissance sont désormais et inexorablement mieux partagées.

Qui peut dire quels seront les effets de ces bouleversements à l'horizon 2030? Leurs effets sur l'Alliance atlantique entre l'Europe et l'Amérique, leurs effets sur les institutions internationales, le FMI, l'OMC, l'OCDE, les organisations de la famille des Nations Unies et les Nations Unies elles-mêmes et pour le G8 qui vient de baisser pavillon devant le G20. Leurs effets aussi sur les grandes négociations susceptibles d'assurer la sécurité collective globale, la maîtrise du terrorisme international, la

non prolifération nucléaire et la santé écologique de notre planète. Leurs effets enfin sur le droit international public y compris le droit international des droits de la personne.

Quelle politique d'aide publique au développement au XXI^e siècle?

Quelle politique étrangère pour le Canada dans ce bouillonnement?

LE CONTINENT AFRICAIN

Ces changements du monde affectent la communauté internationale et, en son sein, les 53 pays du continent africain. Comment parler normalement de l'Afrique?

D'abord refuser de parler en son nom, cette posture postcoloniale, ce kidnapping de l'obligation d'un continent qui comptera 1,3 milliard d'habitants en 2030, obligation de décider de ses intérêts, de ses alliances et de ses finalités.

L'avenir de l'Afrique est l'affaire des Africains.

Certes, les pays du continent ne sont pas exempts des obligations communes qui assurent la cohérence des rapports internationaux. Ils doivent cependant refuser des conditionnalités qui ne s'appliquent qu'aux pays du continent et, par des positions communes, contribuer à la redéfinition radicale des éléments désuets de l'aide au développement, la nôtre et toutes les autres.

Comment parler normalement de l'Afrique?

Je dirais, en second lieu, mesurer nos intérêts réciproques dans une relation renouvelée. Le continent est aujourd'hui l'objet d'une attention géopolitique sans précédent. Il dispose de ressources immenses dont le monde a et aura besoin. Il constitue l'un des marchés en expansion les plus porteurs du monde. Ses besoins en infrastructure, y compris technologiques, en aménagement urbain, en développement de ses ressources humaines, en aménagement de son secteur agroalimentaire et de ses secteurs de services publics et privés dans les domaines de la santé, de l'éducation, du transport, de la finance, et des assurances sont considérables.

Entre ses ressources immenses dont le monde a besoin et ses besoins en investissements que nous venons de rappeler trop rapidement, se situe un espace de négociation que nos amis africains doivent évaluer avec grand soin et exploiter en fonction de leurs intérêts. Nul ne le fera pour eux. Ni la Chine, ni l'Europe, ni les États-Unis, ni le Canada, ni les institutions financières internationales. À Cancun, les pays africains ont occupé cet espace de négociation. Ils ont forcé la communauté internationale à réviser sa compréhension du commerce dans des domaines majeurs en prenant en compte les intérêts du continent. Ils auront de plus en plus les moyens de défendre ces intérêts. Voilà bien une bonne nouvelle!

Les taux de croissance de très nombreux pays du continent prévalant avant la crise financière, crise provoquée par un club sélect de prédateurs immensément corrompus et criminellement responsables constituaient aussi une bonne nouvelle. Contrastés selon les pays, ces taux de croissance n'en annonçaient pas moins le décollage économique de l'Afrique. Il faut espérer qu'ils seront rapidement retrouvés et que la nouvelle richesse de l'Afrique sera correctement distribuée.

Cette redistribution de la richesse de l'Afrique est l'affaire des Africains, de leur volonté et capacité de consolider, là où elle existe, et de faire émerger, là où elle fait défaut, une gouvernance politique, économique et sociale démocratique, responsable et fiable. Ils en ont besoin pour eux-mêmes, pour obtenir et gérer, à leur avantage, les investissements directs étrangers dont ils ont besoin. Ces investissements qui ont transformé, en quelques décennies, le destin de grands pays asiatiques sont à portée de main de l'Afrique et pourraient aussi transformer le destin des pays du continent, le destin des Africains.

LE CANADA ET L'AFRIQUE

Depuis un demi-siècle, le Canada a tissé avec le continent africain des liens étroits et de qualité. Le Canada politique, le Canada institutionnel, le Canada des provinces dont notamment mais non exclusivement le Québec, le Canada des municipalités, des milieux d'affaire, de la société civile, de nos universités, de nos grandes écoles et de nos ONG. Ces relations ont été grandement bénéfiques aux deux parties.

Pour le continent africain, elles ont élargi ses partenariats vers l'Amérique du Nord, offert des modèles alternatifs de gouvernance tels la gestion des élections, le fonctionnement des parlements, la modernisation des banques centrales, des systèmes informatisés relatifs à la collecte des impôts et à la gestion budgétaire, la fonction de vérification générale, la place de la société civile dans le développement national.

Depuis 40 ans, l'Afrique a aussi pu compter sur le Canada dans les enceintes internationales où étaient débattus les niveaux et les formes d'appui au continent. Telle fut la position continue des gouvernements dirigés par MM. Trudeau, Mulroney, Chrétien et Martin. L'Afrique a aussi pu compter sur le Canada concernant ses exigences éthiques : la fin de l'apartheid, la reconstruction du Rwanda, la réhabilitation des institutions en RDC, le règlement des conflits au Soudan, pour ne citer que ces exemples.

Tous ici savent le rôle majeur joué par la diplomatie canadienne et certains de nos plus importants diplomates au service du règlement des situations les plus sensibles du continent, hier et encore maintenant.

Pour le Canada, ces relations lui ont permis le réseautage international de ses institutions publiques et celles de la société civile. Elles lui ont ouvert un espace pour l'investissement public et privé et notamment mais non exclusivement dans le secteur des ressources naturelles où, comme vous le savez, les sociétés canadiennes occupent sur le continent une place significative. Elles ont servi de levier pour le développement de ses

grandes firmes d'ingénierie. Elles lui ont procuré des appuis diplomatiques dont notre pays avait et a toujours besoin dans diverses instances internationales, dont sa candidature actuelle au Conseil de sécurité constitue une illustration significative.

Dans le contexte mondial tel qu'il est et au vu de la composition des groupes au sens des Nations Unies, la situation du Canada dans le groupe européen illustre sa relative marginalisation géographique et son besoin de compter sur des appuis internationaux quand il en a besoin. Depuis des décennies l'Afrique, toute l'Afrique, a été pour le Canada une alliée fiable et lui a apporté avec constance son appui au plan international. Une partie significative de la place que notre pays a occupée dans les affaires du monde a dépendu de sa relation de confiance et de réciprocité avec le continent africain, ce troisième cercle chronologique de notre présence au monde après le cercle « british » et le cercle atlantique incluant bien évidemment les États-Unis.

Enfin, permettez à l'ancien Secrétaire général de la Francophonie que je suis de dire ici l'extrême importance du continent africain pour l'avenir à long terme de la langue française et des cultures qu'elle exprime. S'il y a toujours une place pour les francophones dans ce pays, s'ils sont partie de son avenir, alors la relation à l'Afrique doit être perçue pour ce qu'elle est, une nécessité, un incontournable, un espace vital pour le déploiement scientifique, technologique, social et culturel en français dans le monde. J'insiste, pour le Canada, **affaiblir sa relation au continent équivaut à affaiblir le Québec et les communautés francophones et acadiennes du Canada.**

La relation de confiance et de réciprocité entre le Canada et l'Afrique est-elle aujourd'hui affaiblie et en voie d'un lent et inexorable déclin?

Plusieurs le pensent. Ils rappellent la fermeture des représentations diplomatiques du Canada en Afrique; la concentration de notre aide publique au développement désormais limitée à quelques pays, selon leur analyse; le ralentissement du va-et-vient des politiques entre le Canada et l'Afrique qui, faut-il le rappeler, ne constitue pas une exception dans le contexte actuel, et une diminution du discours officiel canadien concernant les affaires du continent.

Ces appréciations ont été récemment formulées, en tout ou en partie, par les diplomates africains en poste dans notre pays et par les représentants du Conseil canadien pour l'Afrique devant le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international. Ceux-là soulignent aussi les inflexions récentes données à la politique étrangère du Canada en direction de la région des Caraïbes et des Amériques. Fallait-il lier ces inflexions à un retrait du continent comme on l'a stupidement affirmé en haut lieu?

Le Canada vit de sa relation au monde, de sa relation avec toutes les régions du monde. Il en tire sa richesse, son niveau de vie et son rayonnement. Ses intérêts et ses ressources lui permettent à la fois de conforter sa relation à l'Afrique et d'enrichir son lien aux pays de l'hémisphère.

D'autres réalités doivent aussi être rappelées tant la conjoncture appelle une vision juste de ce qui advient à la relation Canada-Afrique.

Le Canada avait pris l'engagement de **doubler son aide au continent et cet engagement a été respecté** (pour l'instant) comme l'a été sa participation à la politique commune des pays membres de l'OCDE en direction de l'Afrique. De plus, le Canada a pris, ces dernières années, de nouveaux engagements qui doivent être rappelés : **appui continu à l'Union africaine, augmentation de sa contribution à la Banque africaine de développement** annoncé la semaine dernière par le premier ministre Harper et **contribution substantielle à l'effort international au Soudan**.

Concernant la politique commune des pays membres de l'OCDE en matière de coopération considérée en certains milieux comme le Coran ou la Bible, elle a pu, un temps, être utile. Elle est devenue obsolète et devra être redéfinie compte tenu de la conjoncture marquée par le poids nouveau et virtuel de l'Asie dans le domaine.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

En conclusion, permettez- moi de formuler quelques recommandations susceptibles de conforter la relation du Canada et des pays du continent à partir d'une hypothèse majeure : **Aujourd'hui, le Canada a davantage besoin de l'Afrique que cette dernière a besoin du Canada**.

En effet, l'Afrique nouvelle est désormais l'objet d'un formidable intérêt de la part des puissances, celles qui sont bien établies et celle qui émergent. L'Afrique est désormais libre de ses choix, de ses alliances et de ses partenariats. Le Canada doit prendre acte de ce changement de nature de la position historique du continent.

Ce que décideront les 53 pays africains dans les prochaines années, un pays sur quatre dans le monde, aura un impact majeur sur l'ensemble des grands dossiers susceptibles de donner au XXI^e siècle ses orientations d'ensemble. Ces dernières concernent la réforme des institutions internationales, la poursuite de la sécurité commune, le développement et la croissance partagés, la consolidation ou non des normes internationales telles qu'inscrites dans le droit public international, la mise en œuvre des droits de la personne à l'échelle de la planète, la progression des exigences démocratiques.

Je l'ai rappelé précédemment, ma conviction est que nous sommes entrés dans une formidable période de délibération concernant chacune et toutes ces questions. Dans ce contexte, notre relation et celle de l'Occident avec le continent africain est d'une importance majeure. Elle doit être maintenue et enrichie. En clair, nous avons besoin de l'appui des pays du continent.

En conséquence, je sou mets à votre réflexion les propositions suivantes :

< Qu'un moratoire soit déclaré par Ottawa concernant la fermeture de nos représentations diplomatiques sur le continent et que, compte tenu des perceptions et réalités actuelles, le gouvernement fédéral **désigne un ministre responsable (secrétaire d'État) de nos rapports avec le continent africain;**

< Qu'un rapport annuel dédié à nos relations avec le continent soit conjointement préparé par le ministère des Affaires étrangères incluant EDC et l'ACDI;

< Que le gouvernement canadien, responsable de la tenue de la prochaine réunion du G8 et du G20 crée une commission conjointe Canada-Afrique pour que les intérêts du continent soient pleinement pris en compte par ce nouveau directoire mondial;

< Qu'au lendemain des sommets du G8 et du G20, le gouvernement canadien annonce la tenue éventuelle d'un Sommet Canada-Afrique en vue de redéfinir la relation du continent et de notre pays pour le XXI^e siècle.

Je vous remercie.